

DES VÊTEMENTS BON MARCHÉ MAIS À QUEL PRIX ?

Écrit le 28/05/2013

L'immeuble Rana Plaza, qui abritait cinq ateliers de confection de prêt-à-porter destiné à des entreprises de distribution basées en Occident, s'est effondré dans la matinée du 24 avril dans la banlieue de Dacca au Bangladesh. Ce drame attire à nouveau l'attention du grand public sur l'incapacité des entreprises à maîtriser chacune des étapes de leur chaîne d'approvisionnement et évoque d'autres problèmes similaires, liés à la chaîne de sous-traitance du secteur. Suite à cet événement tragique, beaucoup s'interrogent sur la manière de changer la chaîne mondiale d'approvisionnement de l'industrie textile et sur les acteurs auxquels incombe la responsabilité d'amorcer un tel changement.

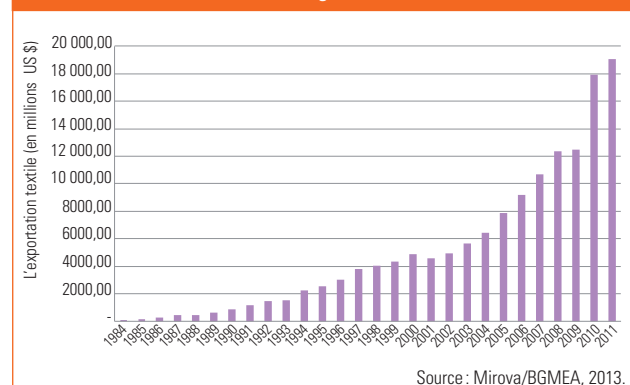
Dans la matinée du 24 avril 2013, Rana Plaza, un immeuble de huit étages, s'est effondré à Savar, dans la banlieue de Dacca au Bangladesh. Le bâtiment abritait cinq ateliers de confection de vêtements pour des marques occidentales, employant au moins 3500 personnes au total. Le bilan a atteint plus de 1 100 morts. Ce n'est malheureusement pas la première fois que le Bangladesh est frappé par un tel drame. Cinq mois plus tôt, l'incendie d'une autre usine de vêtements (Tazreen Fashions) avait entraîné la mort de 111 personnes.

Un accident prévisible ?

Plusieurs médias rapportent que des fissures dans les murs avaient déjà été remarquées sur l'immeuble le jour précédant la catastrophe. Toutefois, les propriétaires de l'usine avaient demandé à leurs employés de les ignorer et de poursuivre leur travail en dépit des mouvements de protestation des travailleurs à l'entrée du bâtiment. Les ouvriers auraient-ils obtempéré s'ils avaient été représentés par des syndicats ? Malheureusement, la défaillance des immeubles abritant des usines textiles est monnaie courante dans le pays. D'après Sam Mahers, de l'organisation *Labour Behind the Label*, des étages supplémentaires sont trop souvent illégalement construits sur des immeubles et beaucoup de bâtiments ne sont munis d'aucune voie de secours homologuée en cas d'urgence. Les militants luttant pour de meilleures conditions de travail au Bangladesh expliquent que la rapide expansion de l'industrie textile ces dernières années a joué un rôle important dans l'absence de mesures de sécurité. Selon Mainuddin Khondker, haut fonctionnaire du gouvernement, 50 % des ateliers de confection se situent dans des locaux considérés comme dangereux. Khondker dirige un groupe de travail qui inspecte les ateliers de confection depuis l'incendie de l'usine Tazreen Fashions qui a eu lieu en novembre 2012. Malgré l'existence de ce groupe de travail, Khondker reconnaît qu'aucune action n'a jamais été intentée contre une

usine pour violation des règles de sécurité et absence d'un dispositif anti-incendie adéquat ou contre des propriétaires pour violation des codes de construction.

Graphique 1 : Croissance des exportations textiles au Bangladesh



L'industrie textile du Bangladesh

L'importance de l'industrie textile pour l'économie du Bangladesh n'est pas négligeable. Selon l'Association pour la fabrication et l'exportation du textile au Bangladesh (BGMEA), le secteur du prêt-à-porter représente près de 17 % du PIB national et environ 77,1 % de la totalité des exportations du pays, dont plus des trois-quarts sont expédiées vers des magasins basés en Europe et aux États-Unis. Durant les trois dernières décennies, le volume d'exportations a radicalement augmenté, passant d'une valeur de 131 millions de dollars en 1985 à 19 milliards de dollars en 2012. Ainsi, le secteur a permis de créer de l'emploi en embauchant près de quatre millions de travailleurs, dont les quatre cinquièmes sont des femmes. Cette croissance peut être attribuée au principal avantage concurrentiel du pays, à savoir la main-d'œuvre bon marché. Le revenu minimum national est à l'heure actuelle

l'un des plus bas au monde et n'a pas été augmenté depuis 2010 (Milne, 2013).

Compte tenu de son poids économique, beaucoup estiment que le gouvernement bangladais considère cette industrie comme un atout qui doit être préservé à tout prix. Dans le même temps, l'association BGMEA continue d'accroître sa présence et son influence au sein du gouvernement. Plusieurs propriétaires d'usines commencent à participer à la vie politique. Ainsi, plus de 10 % des députés sont des propriétaires d'usines. De nombreux autres députés et quelques membres du gouvernement ont par ailleurs des intérêts financiers dans le secteur.

Le rôle des entreprises

S'il est de la responsabilité du gouvernement de s'assurer que les bâtiments sont conformes aux normes de sécurité requises, les entreprises ont aussi pour rôle de réaliser des audits pour garantir qu'aucune violation des droits de l'homme ne soit commise dans leur chaîne d'approvisionnement.

La tendance croissante de la mode éphémère, qui consiste à rapidement ravitailler les magasins en vêtements de saison à des prix abordables, a eu un impact sur la chaîne d'approvisionnement du secteur en la transformant en chaîne organisée à plusieurs niveaux permettant aux entreprises de changer plus facilement de fournisseurs tout en maintenant les coûts de production au plus bas. Ainsi, le plus souvent, aucun lien direct n'existe entre les distributeurs et leurs ateliers de fabrication; un lien qui laisserait pourtant place à un dialogue ouvert entre les deux parties pour une meilleure transparence. Si des audits sont souvent réalisés par les distributeurs pour garantir que leurs fournisseurs se conforment au code interne édicté, ces audits vérifient rarement la sécurité et l'intégrité des bâtiments abritant les ateliers. Il est vrai qu'avant la présence du Bangladesh dans la chaîne de sous-traitance, la stabilité et la sécurité des bâtiments ne représentaient pas de problème fréquent.

L'effondrement du Rana Plaza, considéré comme le pire accident industriel de l'histoire du Bangladesh, pourrait entraîner un changement dans le secteur, en particulier dans le rapport entre le distributeur et le fabricant. Si la réaction immédiate des entreprises concernées a été de dédommager les familles des victimes, il a fallu près de deux semaines au secteur de la distribution tout entier pour réagir d'une manière plus proactive.

Avant l'effondrement, seuls deux distributeurs, la marque allemande Tchibo et la marque américaine PVH (qui détient Calvin Klein et Tommy Hilfiger) avaient signé l'Accord sur la sécurité incendie et bâtiments au Bangladesh. Désormais, 43 entreprises de distribution ont signé cet accord, avec H&M en tête, le plus gros distributeur se fournissant au Bangladesh. Cet accord est un document juridiquement contraignant qui engage ses signataires à aider au financement des améliorations des usines bangladaises en matière de sécurité incendie et bâtiments (jusqu'aux fournisseurs de niveau 3) et la formation des ouvriers durant les 5 prochaines années. Certains grands distributeurs américains, tels que Wal-Mart et Gap ont refusé de signer l'accord expliquant

que ce dernier était trop ambigu en particulier concernant la responsabilité juridique des entreprises signataires. Seules trois marques américaines, Esprit, PVH et Abercrombie & Fitch ont rejoint l'accord. Les autres distributeurs sont principalement européens. De leur côté, Wal-Mart et Gap ont décidé de former une coalition pour créer un nouveau pacte de sécurité au Bangladesh. Bien que le contenu de ce pacte soit encore inconnu, il est peu probable qu'il s'agisse d'un document juridiquement contraignant puisque c'était l'un des facteurs ayant poussé ces entreprises à refuser la signature de l'accord d'origine.

“ La chaîne mondiale d'approvisionnement du secteur de la distribution doit changer.

Mirova's Insights

Compte tenu de l'intensité de la main-d'œuvre dans la fabrication de vêtements, les entreprises de la distribution sont exposées au risque de violations des droits de l'homme. Le scandale du travail des enfants auquel fût mêlé Nike dans les années 1990 l'a mis en évidence. Depuis lors, le secteur est placé sous haute surveillance afin de garantir que les chaînes d'approvisionnement se déroulent dans le respect des droits de l'homme.

La tragédie du Rana Plaza et d'autres événements similaires ayant eu lieu auparavant montrent que, malgré les audits réalisés, les entreprises mondiales de distribution ne sont pas encore parvenues à garantir des conditions de travail satisfaisantes dans toutes les usines de leurs fournisseurs. Bien que les efforts individuels des entreprises puissent engendrer des changements positifs, la fréquence de tels drames montre que les mesures de sécurité et les améliorations souhaitées requièrent un éventail plus large de solutions systémiques qui impliquent un engagement constructif entre les différents acteurs du secteur. Par conséquent, les distributeurs doivent agir de concert afin d'avoir un impact plus fort et plus durable sur l'amélioration de l'état actuel des usines.

L'accord sur la sécurité incendie et bâtiments au Bangladesh peut potentiellement représenter un exemple de cet engagement: une collaboration du secteur entier pour améliorer la sûreté et la sécurité des usines. Les entreprises contribueraient à hauteur de 50 000 dollars au maximum par an pour financer la formation d'ouvriers d'usines de niveau 1 ainsi que des processus d'inspection indépendants de leurs ateliers. Rassembler les ressources des entreprises permet de les distribuer de manière plus efficace là où il y en a le plus besoin. D'autre part, concentrer le pouvoir économique

des entreprises signataires peut permettre de faire davantage pression sur le gouvernement afin d'accélérer la mise en place de réformes, en particulier en ce qui concerne la mise en application des normes de construction et la liberté d'association.

La chaîne mondiale d'approvisionnement du secteur de la distribution doit bien évidemment encore évoluer dans ses pratiques. Garantir aux consommateurs mondiaux l'approvisionnement en prêt-à-porter bon marché et de saison par une course aux contrats de fabrication les moins chers possibles a en réalité un coût bien plus élevé et oublié de tous. Que ce soit au Bangladesh ou dans d'autres pays comme la Chine et le Vietnam, les entreprises doivent se montrer responsables en matière de droits de l'homme conformément aux Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (cf. rapport Ruggie). En effet, bien que le gouvernement ait pour responsabilité de défendre les droits de l'homme, l'entreprise a pour rôle d'assurer que ces droits soient respectés et que des recours soient disponibles en cas d'abus. La collaboration internationale débutée à travers la sécurité des usines textiles au Bangladesh est une première étape. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire car l'accord ne couvre pas tous les domaines nécessaires et toutes les zones géographiques. Les entreprises devront donc collaborer davantage pour s'assurer qu'aucun problème lié aux droits de l'homme ne soit détecté dans l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement.

— 3 —

“ Installer les droits de l'homme dans le cœur de métier des entreprises.

En tant qu'investisseur responsable, Mirova est particulièrement attentif aux questions relatives aux droits de l'homme.

Au niveau de l'analyse tout d'abord, les conditions de travail sont considérées comme un facteur majeur dans notre évaluation de la politique de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Malheureusement, les systèmes de gestion des chaînes d'approvisionnement actuellement mis en place sont encore bien souvent insuffisants ou largement perfectibles.

Dans nos pratiques d'investisseurs ensuite, lorsque la gestion des risques en matière de respect des droits de l'homme est trop insuffisante, les entreprises sont exclues des fonds ISR. C'est notamment le cas de sociétés implantées dans les pays émergents mais aussi de grandes entreprises américaines. Lorsque cette gestion des risques est jugée acceptable mais perfectible, nous entretenons un dialogue actif avec les sociétés présentes dans nos fonds ISR afin de les inciter à améliorer leurs pratiques.

Dans le dialogue que nous menons, nous appelons les entreprises du secteur de la distribution à, bien évidemment, signer l'accord du Bangladesh lorsqu'elles sont concernées, mais aussi à s'engager collectivement pour mettre en place les améliorations nécessaires afin d'assurer la santé et la sécurité des travailleurs dans leurs usines en menant les actions suivantes :

- Travailler avec les gouvernements (des pays dans lesquels se situent leurs fournisseurs) afin que les normes de construction soient respectées, que les employés aient la liberté d'association dans leur pays et que le revenu minimum national soit à un niveau qui offre une vie décente aux travailleurs.
- Evoluer vers davantage d'audits standardisés au niveau de l'industrie plutôt que de multiples audits d'entreprises.
- Adapter les méthodologies d'audit afin que ces dernières intègrent les conditions locales propres à certains pays et à certains lieux et publier les résultats de ces audits.
- Renforcer la transparence à travers la publication d'une liste de tous leurs fournisseurs dans toutes les zones géographiques.
- Se prémunir des risques de sous-traitance illégale.

En incitant les entreprises à intégrer le respect des droits de l'homme dans leur cœur de métier, Mirova veut contribuer à une amélioration de la qualité des politiques de RSE des entreprises et de l'ensemble de la chaîne mondiale d'approvisionnement dans l'industrie de la distribution.

Bibliographie

BGMEA, 2011, *Comparative Statement on Export of RMG and Total Export of Bangladesh (in million US\$)*

Milne, R. (25 mai 2013). *H&M chief calls for annual minimum pay revisions in Bangladesh. Financial Times.*

AVERTISSEMENT

Ce document est destiné à des clients professionnels. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Natixis Asset Management. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif.

Il constitue une présentation conçue et réalisée par Natixis Asset Management à partir de sources qu'elle estime fiables. Natixis Asset Management et Mirova Environment and Infrastructure se réservent la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis et notamment en ce qui concerne la description des processus de gestion qui ne constitue en aucun cas un engagement de la part de Natixis Asset Management ou de Mirova Environment and Infrastructure. Natixis Asset Management et Mirova Environment and Infrastructure ne sauraient être tenues responsables de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d'un OPCVM ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier.

Les OPCVM, gérés par Natixis Asset Management, cités dans ce document ont reçu l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers ou sont autorisés à la commercialisation en France ou éventuellement dans d'autres pays où la loi l'autorise.

Les OPCVM, gérés par Mirova Environment and Infrastructure, ne sont pas soumis à l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers et peuvent adopter des règles d'investissement dérogatoires décrites dans le règlement.

Préalablement à tout investissement, il convient de vérifier si l'investisseur est légalement autorisé à souscrire dans un OPCVM; en particulier la souscription des OPCVM gérés par Mirova Environment and Infrastructure, strictement réservée à des investisseurs avertis répondant aux critères définis dans leur règlement.


Les caractéristiques, les frais et le profil de risque et de rendement relatifs à l'investissement dans un OPCVM sont décrits dans le Document d'Informations Clés pour l'Investisseur (DICI) de ce dernier. Le DICI ou le règlement et les documents périodiques sont disponibles sur demande auprès de Natixis Asset Management ou de Mirova Environment and Infrastructure. Vous devez prendre connaissance du DICI ou du règlement, qui doit vous être remis, préalablement à la souscription.

Dans l'hypothèse où un OPCVM fait l'objet d'un traitement fiscal particulier, il est précisé que ce traitement dépend de la situation individuelle de chaque client et qu'il est susceptible d'être modifié ultérieurement.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociale et conformément aux conventions signées par la France, Natixis Asset Management exclut des fonds qu'elle gère directement toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions.

Mirova. Responsible investing*

Mirova est une marque de Natixis Asset Management.

 Rendez-vous sur www.mirova.com
Suivez-nous : @Mirova_RI

NATIXIS ASSET MANAGEMENT

Société anonyme au capital de 50 434 604,76 €
RCS Paris 329 450 738 - Agrément AMF n°90 009
21 quai d'Austerlitz - 75634 Paris Cedex 13

MIROVA ENVIRONMENT AND INFRASTRUCTURE

Société par actions simplifiée au capital de 550 000 €
Agrément AMF n°GP 02 014 - RCS Paris 394 648 216
21 quai d'Austerlitz - 75013 Paris

L'activité de financement des infrastructures est gérée par Mirova Environment and Infrastructure, filiale de Natixis Asset Management.

UNE EXPERTISE



* Responsible investing : investir responsable.